

## Sommaire

Rassembler l'autre gauche : Gérard Morlier, page 2

Un choix sans état d'âme mais... : Amaury Couderc, pages 2 et 3

Un bilan du PS en forme de défaite politique : Bernard Fischer, pages 3 et 4

"Virer le bouffon !": Robert Duguet, pages 4 et 5

Lettre d'un enseignant au maire du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris : pages 5 et 6

Ils nous ont menti : Amaury Couderc, page 6

Enseignants : la remobilisation : Michel Galin, page 7

Appel à soutien financier, page 7

20 mois de gauche plurielle : page 8

# RASSEMBLER

# À

# GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR  
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

# R.A.G

LE CLOS BOISSY-ST-YON 91790  
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206



Robert Duguet  
42 rue Boileau  
91560 Crosne

## Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR

Cyrille-Robert Broux, militant des Verts

Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Françoise Deson

Jean Deson, militant des Verts

Michelle Dospital, militante associative

Robert Duguet, militant socialiste progressiste

Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)

Bernard Fischer, militant associatif

Michel Galin, militant syndical

Gérard Grandamme

Serge Guichard, militant du PCF

Vincent Huet, militant de la LCR

Roland Mérieux, militant Alternatif

Gérard Morlier, militant associatif

Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste

Jean Sanchez, militant AREV

## N° 100 février 1999

7<sup>e</sup> année de parution

Commission paritaire des  
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien  
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

## RASSEMBLER L'AUTRE GAUCHE

par Gérard Morlier

Du premier numéro de "Rassembler à Gauche" à aujourd'hui, (soit 7 ans) les rapports de force politique ont profondément évolué.

Le titre générique de "gauche plurielle" est apparu au lendemain des élections législatives de mai 1997 pour justifier une participation ultra minoritaire du PCF, du MDC et des Verts au gouvernement.

Ce rassemblement de la gauche officielle pour diriger les affaires du pays aurait pu conduire au sabordement de RAG. Cela ne s'est pas fait, même si certains de ceux qui participaient au comité de rédaction considéraient que RAG n'a plus de raison d'être.

Mes propres conclusions sur la politique conduite depuis deux ans par cette gauche plurielle est qu'elle représente une alternative néo-libérale face à une droite libérale peut-être plus archaïque.

Le grand rêve de la bourgeoisie française est en passe d'être atteint. Droite et Gauche en France comme Républicain et Démocrate aux USA se prosternent devant le tout-puissant Dieu Economie.

Au nom de quelle idéologie ? au nom de quel projet de transformation de la société (toujours repoussée) on continue de nous faire croire qu'on ne peut rien contre les privilégiés ?

Nous sommes quelques-uns à ne pas baisser la tête ni les bras. Nous sommes la gauche qui se bat et s'est toujours battue sur le terrain, pour les sans-papiers, les étrangers, les chômeurs, les SDF, pour défendre la protection sociale et le service public, pour faire barrage à l'idéologie d'extrême droite. Nous sommes la gauche qui a lutté pour la suppression de l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement), celle qui construit au quotidien une société citoyenne plus humaine et solidaire.

Cette gauche se retrouve dans les organes de presse comme le Monde diplomatique.

## UN CHOIX SANS ÉTAT D'ÂME MAIS...

par Amaury Couderc

Dès le début du mois de septembre j'écrivais dans RAG que la meilleure chance de faire bouger le paysage politique dans le sens de l'intérêt des salariés eut été une liste PC-LO-LCR auquel aurait pu s'adjoindre la Gauche Socialiste et les petites formations de gauche clairement déterminées contre l'Europe de Maastricht.

Las, la participation du PCF à un gouvernement qui a fait le choix du "tout libéral" aurait rendu inaudible pour les électeurs un tel type de rassemblement.

2

Les privatisations, les délocalisations, la casse des services publics de santé, le refus d'augmenter les minima sociaux, la mise en place des fonds de pension au détriment de la retraite par répartition, les 35 heures conjuguées avec l'annualisation du temps de travail, la substitution des emplois statutaires dans la fonction publique par les emplois jeunes caractérisent une politique inacceptable en particulier pour LO et la LCR.

Dans ces conditions, il me semblait infiniment plus souhaitable la

constitution d'une liste LO-LCR élargie à d'autres forces anticapitalistes. Bien plus lisible et infiniment plus cohérente pour les électeurs et les militants qui auront à mener cette campagne. A cette étape un certain nombre d'entre nous expliquaient que le sectarisme de LO rendrait impossible ce type de liste... c'était méconnaître le poids des faits, ils sont tenus... le sens d'une telle liste dépasse à terme l'alliance de ces deux seules organisations et s'adresse à tous ceux qui, du PS au PC en passant par les inorganisés, veulent faire un .../...

L'ÉTAT REFLECHIT A UN ELARGISSEMENT DE LA NOTION DE TUTELLE :

IMAGINEZ!  
UNE TUTELLE POLITIQUE,  
SOCIALE ET RELIGIEUSE  
A VIE POUR  
TOUS LES PAUVRES  
AFIN DE LES  
PROTÉGER DES  
FAUX CHOMEURS  
MANIPULÉS...



Elle a besoin plus que jamais de se rassembler sur des préoccupations de proximité, de confronter ses points de vue, ses critiques et ses suggestions sur les problèmes de société, de regrouper tous ceux qui refusent une société mise en coupe réglée par la finance et qui veulent la changer en articulant tous les niveaux de lutte.

RAG est appelé à devenir de plus en plus ce lieu de rassemblement de la gauche réelle. □

## UN CHOIX SANS ÉTAT D'ÂME MAIS...

suite

geste fort pour dire que cette politique de casse sociale doit cesser.

Plusieurs millions de travailleurs peuvent se retrouver sur une telle liste. Cette liste peut dépasser la liste du PCF, ouverte à des personnalités favorables à l'Europe de Maastricht et s'étant prononcé "pour" au moment du référendum, comme Geneviève Fraisse, numéro 2 de la liste du PCF et qui devrait donc siéger à Strasbourg au nom du PCF... Ce n'est pas l'ouverture en soi que je critique, ayant moi-même accepté en d'autres temps (le PC n'était pas au gouvernement) de figurer sur une liste menée par le PC, ce que je réprovoque, c'est que l'ouverture se fasse dans la mauvaise direction. Comment les militants et les électeurs communistes peuvent-ils continuer à soutenir une telle pantalonnade ?

Certains d'entre eux d'ailleurs ne l'acceptent pas ou ne l'acceptent plus, il suffit de lire le "journal de la Gauche Communiste du PCF" (organisé au sein du PCF) qui pose comme condition à son soutien, son refus de voir intégrer sur la liste des éléments pro-maastrichiens. "Nous disons clairement que nous ne pourrions soutenir une liste qui ne se prononcerait pas sur les enjeux essentiels de cette élection, du point de vue des intérêts et de la souveraineté du peuple et qui intégrerait des éléments pro-maastrichiens". Gageons que la



présence de G. Fraisse règle le problème et que la "Gauche Communiste" ne soutiendra pas la liste du PCF... à voir...

Dans le cas où la liste LO-LCR, bien qu'amputée d'autres composantes, arriverait devant celle du PC, cette situation nouvelle créerait un réel espoir pour la jeunesse, les salariés, les chômeurs, pour tous ceux qui en ont assez des organisations politiques qui se font élire sur un programme et font le contraire une fois au pouvoir, qui de capitulation en capitulation devant le tout libéral, les patrons et les marchés financiers entraînent le salariat dans la paupérisation et le mouvement ouvrier dans l'impasse.

Gageons qu'un score important (plus de 8%) serait à n'en pas douter non seulement un "avertissement à la gauche plurielle"; au mieux "un signe avant-coureur de la radicalisation de la classe ouvrière" (Arlette Laguiller) et pour le moins une opposition au "réalisme des capitulations et un encouragement donné aux luttes" (Alain Krivine).

Compte tenu de cette analyse et même si un bon score peut entraîner le risque d'un sectarisme accru chez LO et un hégémonisme non moins évident à la LCR, ce risque est moins grave que de continuer la casse sociale à l'échelle de l'Europe avec les tenants de la gauche plurielle. □

## UN BILAN DU PS EN FORME DE DÉFAITE POLITIQUE

par Bernard Fischer

La campagne pour les élections européennes du 13 juin 1999 en est à la composition des listes. Elle provoque déjà une profonde modification du paysage politique français.

La droite et l'extrême droite poursuivent et approfondissent leur décomposition. Le Pen, Mégret, Millon, De Villiers, Pasqua, l'extrême droite et la droite ne manquent pas de généraux candidats têtes de listes. Le vote de la gauche plurielle pour la candidate UDF à la présidence du conseil régional Rhône Alpes faisait d'une pierre deux coups. Il provoquait d'une part l'élection de Comparini. Il enterrait d'autre part la perspective de liste UDF RPR aux élections européennes. Séguin et Bayrou iront aux européennes séparément.

La campagne pour les élections européennes modifie également profondément la donne à gauche et à l'extrême gauche. Elle accélère le processus de regroupement, de recomposition et de clarification de la gauche et de l'extrême gauche françaises. Je l'écrivais il y a deux mois, il y aura

quatre listes à gauche, le parti socialiste, le parti communiste français, les verts et la liste Lutte Ouvrière LCR, et il n'y en aura pas d'autre. La liste du parti socialiste comprendra quelques représentants du mouvement des citoyens. La liste du PCF comprendra quelques représentants des alternatifs. De la même manière, nous ne laisserons pas en tête-à-tête Lutte Ouvrière et la LCR, la liste Lutte Ouvrière LCR comprendra ou ne comprendra pas une troisième composante sociale, citoyenne et associative, elle représentera ou elle ne représentera pas le débouché politique du mouvement social, c'est un enjeu de la campagne.

Pendant ce temps-là, justement, la crise économique et sociale du libéralisme à l'échelle internationale, donc en Europe, donc en France, continue.

La grande affaire sociale du gouvernement de la gauche plurielle restera la question des 35 heures. Nous connaissons le cadre législatif, le vote de la loi Aubry ouvrirait ou n'ouvrirait pas une période de deux ans de négociations et deux ans .../...

## UN BILAN DU PS EN FORME DE DÉFAITE POLITIQUE

suite

plus tard une deuxième loi balai décidera d'un certain nombre de dispositions obligatoires.

Ce processus de négociations dans le champ de ruines des relations sociales et du monde syndical français, c'était la politique du pire.

Premièrement, la considération la plus générale est une considération relative à une réalité sociale objective, comme on disait dans le temps. Par rapport à la question des 35 heures, il y a deux, et seulement deux (on appelle cela, je crois, la lutte des classes) positions de deux forces sociales institutionnelles fondamentales. Il y a, d'une part, la position du gouvernement de la gauche plurielle, il multiplie désespérément les tentatives d'application de la loi Aubry. Il y a, d'autre part, la position du patronat français, les représentants du grand capital (je ne parlerais pas des élites mondialistes), ex CNPF, nouveau MEDEF. C'est une position extrêmement claire dans son contenu et dans son expression. C'est une position de sabotage de la loi Aubry.

De ce point de départ, il résulte d'abord un alignement de la totalité des confédérations syndicales françaises autour de ce positionnement. CFDT et CGT soutiennent le gouvernement de la gauche plurielle. Cela provoque évidemment un rapprochement entre la CGT et la CFDT. En particulier, aujourd'hui comme dans toute l'histoire, comme en 1936, comme en 1945, comme en 1981, la CGT soutient ses ministres. L'élection du nouveau secrétaire général de la CGT

au prochain congrès de la CGT incarne cette nouvelle (?) orientation. Il y a de l'autre côté un alignement total de Force Ouvrière dans le camp du combat contre la loi Aubry.

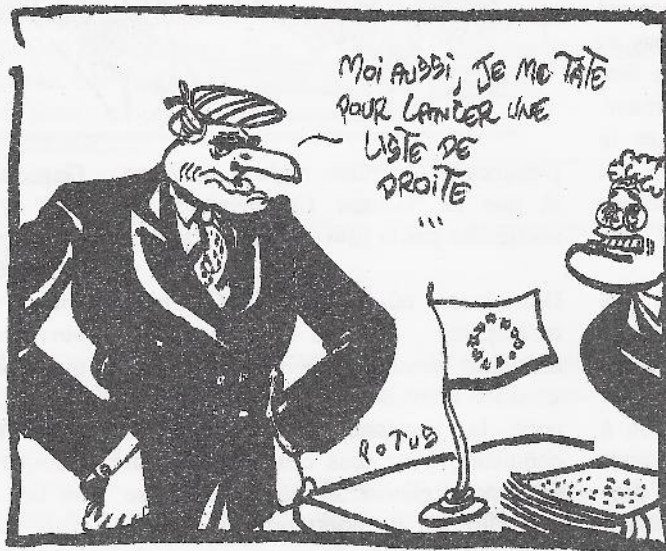
Toutes les autres questions de contenu sont malheureusement secondaires. Les 35 heures pour des créations d'emploi et pour la lutte contre le chômage ? Il n'y en aura pas, ou très peu. Il n'y a pas de différence qualitative entre la loi Robien et la loi Aubry. Le maintien des salaires ? La loi Aubry le prévoit explicitement. L'annualisation du temps de travail ? Elle

existait déjà avant la loi Aubry, par exemple dans la loi quinquennale de Balladur en 1993. La remise en cause des acquis et des conventions collectives ? En même temps, la loi Aubry sert de prétexte au MEDEF pour la remise en cause des acquis et des conventions collectives, en même temps, le MEDEF n'a pas besoin de ce prétexte-là.

Il en va des 35 heures comme il en va de l'Euro. La monnaie unique européenne est aujourd'hui également une réalité sociale objective. Le combat contre l'Euro aujourd'hui est un combat de arrière-garde. C'est le moment du bilan du combat contre l'Euro, contre l'Europe de

Maastricht et d'Amsterdam. L'action politique n'est plus depuis longtemps seulement une action idéologique, ce n'est pas seulement un débat d'idées. Le bilan de cette action politique est aujourd'hui un bilan de défaite politique. Le combat contre l'Europe libérale, pour une Europe politique et sociale continue aujourd'hui et continuera demain sous d'autres formes. □

### EUROPÉENNES : MULTIPLICATION DES LISTES DE DROITE



### "VIRER LE BOUFFON !"

par Robert Duguet

A l'heure où nous écrivons ces lignes, un mouvement de grève profond, parti de Paris et gagnant progressivement les départements de banlieue et la province, se développe dans l'Education Nationale. C'est dire que les premiers éléments politiques que nous pouvons dégager ne sont que des appréciations prises sur le vif.

Au printemps dernier, un mouvement de grève dur se développait dans un département où l'école publique est particulièrement sinistrée : la Seine Saint Denis. L'Education Nationale avait rarement connu des conflits durs

de ce type. Allègre commençait brillamment son année scolaire 1998-1999 par une attaque en règle contre les classes préparatoires. En octobre, la mobilisation lycéenne déclenche des manifestations monstres : face aux revendications de la jeunesse, Allègre désigne le bouc émissaire, l'enseignant, attaché qu'il est à ses privilèges de caste et à une conception obsolète de l'école et du savoir encyclopédique inutile qu'il transmet. Les grands traits de la réforme sont alors tracés, à travers le rapport Meirieu puis par la "Charte pour la Réforme des Lycées" ; le lycée Allègre, c'est l'amputation des heures de cours, la

suppression des options et à terme des langues dites secondaires, le remplacement des professeurs par des personnels non-qualifiés, et surtout qui ne sont pas protégés par un statut.

Alors que les appareils syndicaux nationaux, SNUIPP pour le primaire, SNES pour les lycées et collèges, cherchent à négocier dans le cadre de l'application de cette "réforme", une mobilisation partie de plusieurs collectifs enseignants du nord et de l'est de Paris donne le coup d'envoi d'une bataille ouverte contre le ministère. La grève reconduite se répand dans la .../..

## "VIRER LE BOUFFON !"

suite

profession, plusieurs manifestations de l'Ile de France se rendent chez Allègre. Jeudi 4 février, 20.000 manifestants de l'Ile de France se rendent chez Allègre. Jeudi 4 février, 20.000 manifestants défilent en exigeant le retrait des réformes sur les lycées ainsi que la démission du ministre. Des coordinations enseignantes se mettent en place en province (Marseille, Amiens...)

Plusieurs enseignements peuvent d'ores et déjà être tirés de ce mouvement : malgré l'aspect un peu caractériel de l'homme, la place qu'il occupe dans le dispositif gouvernemental ne peut bien évidemment pas s'expliquer par les seules relations personnelles qu'il a avec Jospin. Je renvoie les lecteurs à l'article de fond publié par Michel Galin dans le numéro précédent de RAG, démontrant le contenu néo-libéral des réformes de l'Education Nationale. Si Jospin est monté en ligne pour défendre à plusieurs reprises son ministre de l'enseignement, c'est bien en raison du fait que ces réformes sont nécessaires pour aligner la France sur les critères de Maastricht et d'Amsterdam. La France a trop de services publics, la nécessité de dégraisser le mammoth est au cœur de la politique du PS, même si les élus de ce parti commencent à trouver qu'Allègre en fait trop et sur tous les fronts.

Ce mouvement met en lumière que les nécessités qui découlent de la mondialisation capitaliste ne peuvent se régler sans affronter à chaud les personnels concernés. L'état d'esprit de l'enseignant moyen, c'est la haine, la répugnance à l'égard de son ministre,

sentiment qui, à un moment donné, se traduit par la grève active, la manifestation de rue, mais aussi par une virulence déterminée à l'égard de la direction du principal syndicat de la profession, le SNES. Les relations politiques entre les fonctionnaires, leur représentation syndicale et le PS sont en train de se modifier sérieusement. La FSU, qui était apparue avec son grand U signifiant Unité, dans le combat contre la modification de la loi Falloux et la manifestation de 1 million de citoyens du 16 janvier 1994, qui apparaissait comme la force déterminante dans l'enseignement à l'automne 1995 contre Juppé et qui dans la foulée emportait les élections professionnelles contre la

## ALLÈGRE ESSAIE D'AMADOUER LES PROFS



FEN, est aujourd'hui en contradiction flagrante avec les intérêts de la profession. Le SNES traverse une crise sans précédent.

Les petites rivières nourriront-elles un fleuve majestueux, disait Rosa Luxembourg dans "Grève de masse, partis et syndicats" ? Affaire à suivre... La capitalisation immédiate que nous pouvons en tirer concerne les élections européennes. Il y a effectivement place pour un courant qui montre clairement le lien existant entre la construction libérale de Maastricht et d'Amsterdam et la destruction de l'enseignement public. Dommage que l'ouverture soit si menus du côté LO-LCR. □

## A Monsieur Daniel Vaillant, maire du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris

(Cette lettre a été écrite par un professeur du lycée Carnot, à la veille de sa mise à la retraite, et qui a depuis de nombreuses années toujours voté PS dans les consultations électorales... Avis aux apprentis sorciers !)

Nous soussignés, professeurs au Lycée-Collège Carnot à Paris 17<sup>e</sup>, habitants du 18<sup>e</sup> arrondissement,

- vu les attaques répétées, les propos mensongers et les calomnies dont sont victimes depuis près d'un an les professeurs de la part de quelqu'un qui se prétend ministre de l'Education,
- vu les attaques aberrantes de réduction d'horaires et de possibilités d'options dues à la nouvelle Dotation Horaire Globale, qui ne sont demandées ni par les élèves ni par les parents qui réclament au contraire plus de moyens pour des classes moins nombreuses,

attachés que nous sommes à l'école laïque de la République, alors que ces mesures vont faire les beaux jours de l'enseignement privé auquel seul les parents qui en auront mes moyens confieront leurs enfants pour qu'ils reçoivent autre chose qu'un enseignement réduit ou, comme en langues vivantes, au rabais et dispensé par des .../...



- En Russie, les enseignants ne sont pas payés depuis 6 mois, ils continuent leurs cours, et ils ne demandent pas le départ de leur ministre.

## A Monsieur Daniel Vaillant

suite

"locuteurs natifs" n'ayant aucune idée de ce qu'est une classe. Loin d'assurer l'égalité des chances comme le prétend votre lettre n°57, ce plan d'action ne fera qu'accroître les injustices sociales.

Exigeons :

- le départ du Ministre,
- le retrait de tous ses décrets comme par exemple l'unique décret du 30 juillet 98 sur les heures supplémentaires annuelles,
- la plus large consultation avec toutes les parties prenantes et pas seulement avec quelques syndicats plus ou moins féaux débouchant sur des effets d'annonce démagogiques.

Prévenons qu'au cas où ces demandes ne seraient pas rapidement satisfaites, comme grand nombre de collègues dans la France entière, nous refuserons d'apporter nos voix au PS, alors que nous l'avions fait par le passé pour les élections européennes, municipales, législatives et présidentielles. □

Dans la première semaine de février, une centaine d'établissements parisiens étaient touchés par la grève. Au moment où les professeurs organisaient des réunions en direction des parents et donc des élèves pour expliquer ce qu'ils faisaient, la FIDEL (syndicat parisien dirigé par la Gauche Socialiste) distribuait à la porte des établissements parisiens un tract appelant à une réunion sur ... l'immigration. Est-ce une soudaine myopie politique ou une volonté de préserver Allègre ? Comme nous n'arrivons pas à croire que les brillants Melanchon-Dray-Filoche aient un tel trouble du sens politique, il faut donc qu'une nouvelle fois nous soyons mal disposés à leur endroit. Cela rappelle curieusement la grève des infirmières contre le gouvernement Rocard... la Gauche Socialiste agissait alors au compte du "cher Michel".

RD

## ILS NOUS ONT MENTL..

par Amaury Couderc

"L'Europe, c'est 500.000 emplois supplémentaires" disait Jacques Delors à la veille du référendum sur Maastricht. En réalité, quel a été le coût payé par l'ensemble de l'économie française en terme de production, c'est-à-dire aussi en terme d'emploi, par la mise en place de l'Euro.

Un des éléments de cette estimation est bien entendu la comparaison entre l'évolution de l'économie au cours des dernières années et son évolution depuis qu'a été mise en place la politique économique destinée à satisfaire aux critères de Maastricht et d'Amsterdam pour entrer dans la monnaie unique.

Cette comparaison nous permet de voir quelle aurait été l'évolution de notre économie si nous disposions encore de notre souveraineté monétaire, c'est-à-dire la possibilité de continuer entre autre à fixer les taux d'intérêt à court terme par rapport aux taux allemands.

De 83 à 91, les taux d'intérêt ont été supérieurs de 1,1% à ceux de l'Allemagne.

De 92 à 95, ils sont passés à 2,3% dans le seul but de défendre la parité du franc et satisfaire aux "critères".

Le supplément de taux d'intérêt que la France a dû payer pour parvenir à l'Euro s'est établi à (2,3 - 1,1) 1,2%.

Un supplément de 1,2% des taux conduit à un abaissement d'un demi-point du PIB.

Dans le même temps, le gouvernement, toujours pour satisfaire aux "critères" a été obligé de diminuer la part du solde des administrations publiques dans le PIB de 5,7% en 94 à 3% en 97 en augmentant les prélèvements obligatoires. Cette politique a bien eu pour conséquence de ramener le différentiel de croissance avec l'Allemagne de 0,6% à 0,1%, mais en même temps de réduire la demande globale.

Ce tour de vis fiscal s'est traduit par une nouvelle réduction de croissance de 0,5% du PIB en 96 et 1,2% en 97.

Si l'on tient compte de ces deux éléments : taux de change et réduction de la demande, on peut valablement estimer la perte de croissance à 1,2% du PIB.

Si l'on considère que 1,2% de croissance du PIB entraîne la création d'environ 200.000 emplois par an, la perte de ces 1,2% de croissance du PIB de 92 à 98 a entraîné la perte d'environ 1.400.000 emplois.

Lorsque l'on sait que la création de 200.000 emplois supplémentaires

entraîne 140.000 chômeurs de moins, soit aux alentours d'un million de 92 à 98, soit encore environ 4% de la population active.

L'Europe, nous ont-ils dit, devait apporter 500.000 emplois, les faits sont là, elle nous en coûte déjà 1.400.000... ils nous ont menti.

Sans les contraintes que nous avons dû supporter pour satisfaire aux "critères" de l'Euro, nous aurions bénéficié d'un taux de croissance supérieur de 1,2% du PIB, de 1.000.000 de chômeurs en moins et un taux de chômage ramené à 8%.

Les socialistes et la gauche plurielle ont fait le choix de préférer avoir 12% de chômeurs avec l'Euro, plutôt que 8% sans l'Euro.

Le PS a encore une fois rempli le rôle que l'histoire lui a dévolu de "faire passer" la politique de restriction, de casse des services publics, de recul social... que la droite eut été bien incapable d'imposer au salariat de ce pays, quant au rôle joué par le PC et les Verts comme indispensable force d'appoint sans laquelle cette politique eut été impossible, les militants et les électeurs apprécieront... □

## ENSEIGNANTS : LA REMOBILISATION

par Michel Galin

Déjà le mois de décembre avait vu un fort mouvement des établissements concernés par le dispositif ZEP (zone d'éducation prioritaire). Des grèves massives dans les établissements que le recteur voulait sortir du dispositif, et aussi dans ceux qui voulaient y rentrer et n'avaient pas été retenus. En une semaine le recteur faisait machine arrière.

Depuis janvier des grèves sporadiques touchent un nombre significatif d'établissements

(collèges et lycées) dans la région parisienne (Val d'Oise, Seine Saint Denis, Hauts de Seine et Paris). Des "temps forts" hebdomadaires de grèves et de manifestations réunissent des établissements et beaucoup d'autres s'y joignent. Le 4 février, les enseignants des écoles ont répondu massivement au mot d'ordre de grève du seul SNUIPP (FSU) de la région parisienne, tandis que la SNES et les coordinations appelaient aussi à la grève le même jour dans les collèges et les lycées. Ce fut ce jour-là la plus grosse manifestation d'enseignants depuis que la gauche plurielle exerce le pouvoir.

Les journées de grève qui ont suivi furent moins spectaculaires, cependant le nombre d'établissements qui ont un jour ou l'autre débrayé, manifesté, est très important. Nous en sommes à la phase du mûrissement du mouvement.

Si les médias n'ont retenu des manifestations que les slogans demandant la démission d'Allègre, les discussions entre enseignants dans les établissements sont moins réductrices : c'est la politique scolaire du gouvernement qui est disséquée sous tel ou tel aspect. La difficulté pour les syndicalistes, et pour ceux qui cherchent à unifier le mouvement pour

l'amplifier, est pour l'instant l'éparpillement des préoccupations face aux attaques ministérielles.

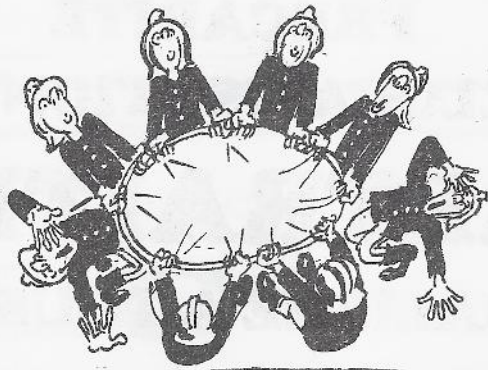
Le slogan "Allègre démission" n'est de ce point de vue pas rassembleur, il est aussi réducteur et propice aux récupérations politiciennes. Il inverse l'ordre des priorités; l'urgence est d'arrêter cette politique éducative d'inspiration libérale et le départ du ministre viendra de surcroît. A trop

focaliser sur la personne peu ragoûtante du ministre, le risque est de s'attarder sur ses déclarations méprisantes envers les enseignants sans remettre en cause sa politique. C'est aussi le risque de mener à une impasse. Que gagnerait-on à faire remplacer Allègre par un ministre plus policé qui poursuivrait la même politique ? Rien. En 1987 Alain Devaquet a démissionné parce que le gouvernement a abandonné son projet de réformes des universités et non l'inverse.

Le moment est, me semble-t-il, à l'approfondissement du mouvement, à la construction de plate-forme revendicative unitaire. La région parisienne va partir en vacances et les académies de province, jusqu'ici très peu touchées par le mouvement, vont

reprandre les unes après les autres. Des journées de grèves sont prévues dans différentes académies fin février, une journée nationale de grève (de la maternelle au lycée) aura lieu le 15 mars, la perspective d'une manifestation nationale est en discussion.

Les possibilités de bousculer fortement la politique éducative du gouvernement, de l'obliger à reculer sur ses projets libéraux sont grandes, sachons les saisir !



"Rassembler à Gauche" a de plus en plus de lecteurs; sa diffusion augmente régulièrement, cela entraîne des frais d'impression et d'envoi toujours plus importants.

Aujourd'hui, il ne nous est plus possible d'assurer l'envoi régulier de "Rassembler à Gauche" à ceux qui, nous pensons simplement par oubli, n'ont pas réglé leur abonnement. Nous savons que vous êtes tous sollicités pour de multiples activités militantes, néanmoins, si tu approuves notre démarche de rassemblement à gauche, si tu apprécies ce que nous avons entrepris avec la parution régulière de notre journal, tu ne manqueras pas de régler rapidement ton abonnement (100 Fr.) en envoyant un chèque au trésorier Michel Galin, 21 rue des Rosays, 91600 Savigny-sur-Orge.

La rédaction de "Rassembler à Gauche" compte sur toi et t'adresse, cher ami, son amical salut.

La rédaction de "Rassembler à Gauche"

Jeudi 8 avril 1999

Réunion des lecteurs  
de "Rassembler à  
Gauche"

Salle de la Mairie,  
à 21 h

Mairie : 62 avenue de la  
Division Leclerc  
91160 Saulx les  
Chartreux

**20 mois de gauche plurielle**

**SECU**

**CASSE DES SERVICES HOSPITALIERS**

**EMPLOIS JEUNES AU RABAIS**

**SANS PAPIERS**

**PRIVATISATIONS**

**PRECARITE**

**DELOCALISATIONS**

**RETRAITES**

**LIBERALISME A TOUS CRINS**

**RECUL SOCIAL**

**REFUS D'AUGMENTER LES MINIMA**

**SOCIAUX POUR LES CHOMEURS**

**CASSE DE L'EDUCATION NATIONALE**

**BLOCAGE DES SALAIRES**

**REMISE EN CAUSE DES ACQUIS SOCIAUX**

**La gauche plurielle a  
privatisé autant en 1 an  
que Chirac, Balladur et  
Juppé réunis**